



Assemblée générale

Distr. générale
5 juillet 2012
Français
Original : anglais

Soixante-septième session

Point 133 de la liste préliminaire*

Plan des conférences

Plan des conférences

Rapport du Secrétaire général

Résumé

Le présent rapport traite de questions relatives à la gestion des conférences, conformément aux résolutions 66/233 et 66/246 en date du 24 décembre 2011 ainsi qu'à d'autres demandes de l'Assemblée générale, et des initiatives prises par le Secrétariat pour améliorer la qualité des services de conférence fournis aux États Membres. Par souci de concision et pour respecter la longueur prescrite, il se veut essentiellement une synthèse, toutes données statistiques étant présentées séparément sous forme de renseignements complémentaires^a.

* Voir [http://dgacm.org/CoC/Report_of_the_SG_on_the_pattern_of_conferences_\(A-67-127\)_Supplementary_information.pdf](http://dgacm.org/CoC/Report_of_the_SG_on_the_pattern_of_conferences_(A-67-127)_Supplementary_information.pdf).

* A/67/50.



I. Gestion des réunions

A. Calendrier des conférences et des réunions

1. Demandes de dérogation aux dispositions du paragraphe 7 de la section I de la résolution 40/243 de l'Assemblée générale en date du 18 décembre 1985

1. Des demandes de dérogation pour des réunions devant se tenir pendant la soixante-septième session ordinaire de l'Assemblée générale ont été reçues des organes intergouvernementaux suivants : le Comité des commissaires aux comptes, le Comité des relations avec le pays hôte, le Comité consultatif indépendant pour les questions d'audit, le Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien, la Commission du désarmement de l'Organisation des Nations Unies, le Conseil d'administration de l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU-Femmes), le Groupe de travail chargé d'étudier le financement de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient, le Conseil des chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies pour la coordination et la réunion des États parties à la Convention relative aux droits de l'enfant (voir renseignements complémentaires, sect. I). Conformément à la pratique établie, ces demandes seront soumises au Comité des conférences qui fera une recommandation à l'Assemblée générale.

2. Calendrier des conférences et des réunions pour 2013

2. Pendant sa session de fond, le Comité des conférences examinera le projet de calendrier biennal des conférences et des réunions pour 2013 ([A/AC.172/2012/L.2](#)) et communiquera ses recommandations à l'Assemblée générale. Le calendrier sera annexé au rapport du Comité à l'Assemblée.

3. Demandes de dérogation pour 2012 présentées entre les sessions du Comité et questions connexes

3. Le Comité des conférences a approuvé une demande reçue en 2012 émanant de la Commission de la condition de la femme tendant à la tenue d'une séance supplémentaire à l'issue de ses sessions. En outre, il a noté que la Cinquième Commission aurait besoin d'une séance supplémentaire pour achever ses travaux à la première partie de la reprise de sa session.

B. Utilisation des services et installations de conférence

1. Analyse des statistiques relatives aux réunions des organes de l'Organisation des Nations Unies

4. La planification, le calendrier et l'enregistrement de toutes les réunions tenues dans les quatre centres de conférence sont gérés au moyen du système de gestion en ligne des réunions (gMeets). Le système a également été utilisé avec succès pour gérer les grandes conférences tenues sous l'égide des Nations Unies en dehors du Siège, y compris dans les cas où leur service est assuré par le personnel des différents centres de conférence, conformément à la règle de proximité. Le nouveau module de gMeets destiné aux réunions bilatérales permet de programmer et d'enregistrer des

milliers de réunions bilatérales qui se tiennent durant le débat général de l'Assemblée générale et des réunions de haut niveau au Siège à New York et ailleurs.

5. On trouvera, au tableau 1 de la section II des renseignements complémentaires, des statistiques de l'utilisation des services de conférence mis à la disposition d'un échantillon des principaux organes qui se sont réunis à New York, Genève, Vienne et Nairobi ces trois dernières années. Le tableau renseigne également sur la proportion de documents d'avant session publiés dans les délais, à savoir quatre et six semaines avant le début de la session ou de l'examen de la question considérée, selon le délai adopté officiellement par les organes, et l'échelonnement hebdomadaire de leur parution. À l'avenir, les statistiques relatives aux documents feront l'objet d'un rapport distinct de celui relatif aux statistiques sur les réunions.

6. En 2011, le taux global d'utilisation dans les quatre centres de conférence a été de 85 %, comme en 2010 (voir renseignements complémentaires, sect. II, tableau 2). La section II des renseignements complémentaires propose, pour les trois dernières années, des statistiques comparées du taux d'utilisation (tableau 3) et du pourcentage de séances effectivement tenues (tableau 4). À New York, le taux d'utilisation de l'échantillon d'organes principaux a enregistré une légère augmentation, passant de 81 % en 2010 à 82 % en 2011. À l'Office des Nations Unies à Vienne, la baisse du taux d'utilisation, qui est passé de 93 % en 2010 à 89 % en 2011, s'explique moins par l'annulation de séances que par l'augmentation du temps perdu pendant les séances entre 2010 et 2011. Comme les années précédentes, le nombre de séances tenues a dépassé le nombre de séances programmées en 2011 en raison d'activités financées au moyen de fonds extrabudgétaires auxquelles l'Office des Nations Unies à Vienne fournit des services. Lorsque des ressources deviennent disponibles, des réunions sont programmées, parfois dans des délais très courts.

7. La planification dynamique du calendrier au moment de l'établissement des projections semestrielles des réunions, conjuguée à un suivi périodique des réunions prévues pour tenir compte de tout changement apporté au programme de travail, a permis d'améliorer le taux de fiabilité de la planification (voir renseignements complémentaires, sect. II, tableau 5). En 2011, le taux global de fiabilité de la planification dans les quatre centres de conférence est resté le même qu'en 2010, soit 88 %, avec une hausse à New York, où le taux de fiabilité est passé de 82 % en 2010 à 83 % en 2011 (voir renseignements complémentaires, sect. II, tableau 6). À l'Office des Nations Unies à Nairobi, la baisse du taux de fiabilité, qui a été ramené de 96 % en 2010 à 93 % en 2011, s'explique par le fait que le secrétariat du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) a demandé deux séances supplémentaires pendant les sessions du Conseil d'administration qui n'étaient pas prévues.

8. On trouvera, au tableau 7 de la section II des renseignements complémentaires, des données sur le nombre et le pourcentage de toutes les réunions programmées et tenues dans les quatre centres de conférence (y compris pour l'échantillon susmentionné). Le pourcentage des réunions tenues par rapport aux réunions programmées pour toutes les séances ayant bénéficié de services d'interprétation à New York a diminué, passant de 97 % en 2010 à 95 % en 2011 (voir renseignements complémentaires, sect. II, tableau 7). Cette diminution peut s'expliquer par le fait que les services d'interprétation programmés pour des réunions d'organes de la Charte (tels que l'Assemblée générale et le Conseil de sécurité) et de certains organes subsidiaires qui ne tiennent pas de sessions n'ont pas été utilisés. En outre,

il est proposé d'élargir l'échantillon d'organes principaux pour y inclure des organes supplémentaires lorsque l'on dispose de statistiques les concernant pour trois années consécutives, comme c'est le cas par exemple, à Genève, du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes, du Comité pour la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille ou du Comité des droits des personnes handicapées.

9. À New York, en 2011, trois organes intergouvernementaux ont enregistré un facteur d'utilisation inférieur au taux de référence, soit 80 %, pendant trois années consécutives (voir renseignements complémentaires, sect. II, tableau I.A) : le Comité des contributions, la Commission du développement social et la Commission de statistique. Comme l'Assemblée générale l'a demandé, le Président du Comité des conférences consultera les bureaux et les secrétariats de ces organes et rendra compte oralement des résultats de ses consultations au Comité à sa session de fond. À Genève, un organe intergouvernemental – le Comité exécutif du Programme du Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés – a enregistré un taux d'utilisation inférieur à 80 % pendant trois années consécutives. Les secrétariats des organes concernés sont consultés, lorsqu'il y a lieu, et des lettres de suivi leur sont adressées à intervalles réguliers pour appeler leur attention sur l'utilisation programmée et effective des ressources des services de conférence. **Il est recommandé qu'à compter de l'année en cours, le Président du Comité des conférences écrive aux personnes chargées de présider les réunions des organes intergouvernementaux ayant leur siège dans d'autres centres de conférence que New York si leur taux d'utilisation est inférieur au taux de référence, soit 80 %.**

10. À compter de 2012, des rapports concernant les services de conférence sont adressés aux secrétariats des organes intergouvernementaux, à l'attention de la personne chargée de présider les séances, avant l'ouverture de la session programmée. Ces rapports contiennent des données statistiques sur le facteur d'utilisation au cours des trois dernières années, ainsi que, lorsqu'il y a lieu, des propositions en vue d'améliorer la situation. Les réactions à ces rapports contribuent utilement aux activités de planification et de suivi menées par la suite.

11. En outre, suite à la demande formulée par l'Assemblée générale au paragraphe 16 de la section II de sa résolution 66/233, le Secrétariat a recensé les organes intergouvernementaux ci-après, qui ont enregistré au cours des 10 dernières années un taux moyen d'utilisation inférieur au taux de référence de 80 % : le Comité des contributions, le Comité de l'information, la Commission du développement social, le Comité spécial de la Charte des Nations Unies et du raffermissement du rôle de l'Organisation, le Comité spécial des opérations de maintien de la paix et son groupe de travail, et la Commission de statistique. On trouvera, au tableau 8 de la section II des renseignements complémentaires, des données détaillées sur les services de conférence auxquels ces organes ont droit et sur l'utilisation qu'ils en font.

12. Il est recommandé que l'Assemblée générale prie instamment les organes intergouvernementaux susmentionnés de tenir compte de leur taux d'utilisation moyen des services de conférence au cours des 10 dernières années lorsqu'ils programment leurs sessions futures.

13. Le Secrétariat a passé en revue le processus d'établissement du calendrier biennal des conférences et des réunions, qui comprend le calendrier biennal provisoire des réunions dans les domaines économique et social et dans les domaines connexes. Ces deux calendriers sont établis et publiés chaque année

impaire pour l'exercice biennal suivant. Le Comité des conférences se réunit habituellement en juin afin d'examiner le calendrier provisoire. Il transmet ses observations, s'il y a lieu, au Conseil économique et social pour qu'il les examine et approuve le calendrier des réunions dans les domaines économique et social au cours de sa session de fond, en juillet. Le Secrétariat rassemble ensuite dans un autre document le calendrier biennal général, qui est soumis pour examen au Comité des conférences à sa session de fond, en septembre. Étant donné que les réunions inscrites au calendrier biennal provisoire représentent près des deux tiers des réunions figurant dans le calendrier général, on peut considérer que l'examen par le Comité des deux calendriers biennaux à des dates aussi rapprochées est redondant, tout comme font double emploi les activités du Secrétariat relatives à l'établissement, à la traduction et à la publication de deux calendriers presque identiques pendant un laps de temps aussi court.

14. Il peut être utile de signaler que le Conseil économique et social, au paragraphe b) de sa décision 281 (LXIII), a décidé « d'adopter normalement un cycle biennal de réunions correspondant au cycle du budget-programme pour assurer un meilleur contrôle administratif ». Dans sa décision 1988/103, le Conseil a également décidé d'inviter le Comité des conférences à examiner, à compter du calendrier pour 1990-1991, le calendrier biennal provisoire des conférences et des réunions du Conseil, et à lui soumettre, le cas échéant, ses recommandations sur la question. Par ailleurs, suite au remplacement, le 15 mars 2006, en application de la résolution 60/251 de l'Assemblée générale, de la Commission des droits de l'homme par le Conseil des droits de l'homme, le nombre d'organes subsidiaires du Conseil économique et social a été ramené à 32. En outre, la plupart des quelque 190 organes dont les réunions sont inscrites au calendrier sont soit des organes subsidiaires de l'Assemblée générale, soit des institutions spécialisées, fonds et programmes des Nations Unies intervenant dans les domaines économique et social et dans les domaines connexes. Peut-être conviendrait-il donc de revoir la procédure actuelle d'examen et d'approbation du calendrier biennal provisoire par le Conseil économique et social.

15. L'Assemblée générale voudra peut-être inviter le Conseil économique et social à s'interroger sur la nécessité d'examiner son calendrier provisoire des conférences et des réunions dans les domaines économique et social et dans les domaines connexes.

2. Prestation de services d'interprétation aux réunions d'organes autorisés à se réunir « selon les besoins »

16. À New York, la proportion de demandes de services d'interprétation pour des réunions d'organes autorisés à se réunir « selon les besoins » qui ont pu être satisfaites a augmenté, passant de 94 % en 2010 à 96 % en 2011. À Genève, le taux de 100 % atteint en 2010 a été maintenu en 2011 (voir renseignements complémentaires, sect. III, tableau 2).

3. Prestation de services d'interprétation aux réunions de groupes régionaux et autres grands groupes d'États Membres

17. La section IV des renseignements complémentaires contient des données statistiques sur les réunions avec interprétation tenues en 2011 dans les quatre grands centres de conférence par les groupes régionaux et autres grands groupes

d'États Membres. À New York, 92 % des demandes ont été satisfaites en 2011 contre 96 % en 2010. À Genève, 89 % des demandes l'ont été en 2011 contre 59 % en 2010. L'Office des Nations Unies à Vienne, qui ne reçoit généralement pas de demandes de services d'interprétation pour des réunions de groupes régionaux et autres grands groupes d'États Membres, a pu satisfaire toutes les demandes de réunions sans services d'interprétation. L'Office des Nations Unies à Nairobi a reçu une demande de services d'interprétation pour des réunions de groupes régionaux et autres grands groupes d'États Membres en 2011.

4. Utilisation des services de conférence à l'Office des Nations Unies à Nairobi

18. En 2011, toutes les réunions des organes établis à Nairobi se sont tenues dans cette ville, conformément à la règle du siège. En outre, la douzième session extraordinaire du Conseil d'administration du PNUE s'est, à titre exceptionnel, tenue à Nairobi à l'occasion du quarantième anniversaire du Programme.

5. Utilisation du centre de conférence de la Commission économique pour l'Afrique

19. En 2011, le centre de conférence des Nations Unies à la Commission économique pour l'Afrique (CEA) a accueilli 4 767 séances dont il a assuré le service, ce qui représente un taux d'utilisation de 70 %, le même qu'en 2010. Cette stagnation est le résultat net de la campagne de marketing intensive menée par la Commission et de l'existence à Addis-Abeba d'un nombre croissant d'hôtels et de centres de conférence gouvernementaux offrant d'autres options moins restrictives aux organismes qui ne font pas partie du système des Nations Unies et aux entreprises privées qui organisent des réunions dans cette ville.

20. La récente inauguration en 2012 du centre de conférences de l'Union africaine rend plus aiguë encore une concurrence déjà acharnée et aura sans doute des répercussions négatives sur l'utilisation du centre de conférence de l'ONU. Ainsi, on notera qu'en 2012 le Sommet des chefs d'État de l'Union africaine, principale conférence de cet organisme, s'est tenu dans le centre de conférence nouvellement construit.

21. Pour faire face à cette nouvelle concurrence, la CEA a lancé une vaste campagne publicitaire, publiant des annonces dans des journaux clefs et diffusant des messages sur les principales chaînes de radio, en Afrique et en dehors du continent (notamment *Jeune Afrique* et la chaîne de radio de la South African Broadcasting Corporation), ainsi qu'en participant à des expositions et congrès spécialisés (Congrès de l'Association internationale des congrès et conférences et exposition IMEX), afin de renforcer sa visibilité et de se faire mieux connaître. En outre, la Commission collabore avec des acteurs clefs en Éthiopie et à l'étranger dans le cadre d'une stratégie de relations publiques et de promotion pour la période 2012-2013, dont l'objectif est d'accroître sensiblement le taux d'utilisation du centre de conférence de l'ONU.

C. Incidences de la mise en œuvre du plan-cadre d'équipement sur les réunions devant se tenir au Siège

22. Le Département continue d'avoir du mal à satisfaire les nombreuses demandes ponctuelles de services de conférence pour des réunions qui ne font pas partie des activités de base des organes dont les réunions sont inscrites au calendrier. Les contacts suivis qu'il entretient avec le secrétariat du plan-cadre d'équipement lui permettent de réduire au minimum toute perturbation de l'activité des organes intergouvernementaux. On prévoit que le nombre de salles disponibles augmentera lors de la prochaine phase du plan-cadre, grâce à la réouverture de la salle du Conseil de tutelle et de deux salles de conférence dans le bâtiment des conférences.

23. Les travaux de rénovation du bâtiment des conférences se poursuivent selon le calendrier prévu. Le déménagement des salles de conférence du bâtiment de la pelouse nord commencera en décembre 2012, l'inauguration du bâtiment des conférences étant prévue fin janvier 2013. Une fois que le bâtiment des conférences aura été inauguré, les locaux qui abritent actuellement la salle du Conseil économique et social et la salle 2 dans le bâtiment de la pelouse nord seront transformés afin d'aménager une salle provisoire pour l'Assemblée générale, où chaque délégation disposera de quatre sièges au lieu de six, et où le nombre de sièges réservé aux personnalités et aux invités sera également réduit. On trouvera, à la section V des renseignements complémentaires, un diagramme actualisé indiquant la disponibilité des salles de conférence pendant les phases restantes du plan-cadre d'équipement.

II. Gestion intégrée à l'échelle mondiale

A. Bilan d'étape

24. Conformément à la demande qui lui a été faite au paragraphe 15 de la section III de la résolution 66/233 sur le plan des conférences, le Secrétaire général a continué d'évaluer les mécanismes mis en place pour contrôler l'application des principes d'efficacité et de responsabilité dans le domaine de la gestion des conférences dans les quatre principaux centres de conférence. Les chefs du Département et des bureaux responsables de la gestion des conférences au Secrétariat – les Directeurs généraux des Offices des Nations Unies à Genève, Vienne et Nairobi et le Secrétaire général adjoint chargé du Département de l'Assemblée générale et des services de conférence au Siège – ont tenu une visioconférence pour suivre les progrès réalisés en la matière. Lors d'une réunion antérieure présidée par la Vice-Secrétaire générale, à laquelle avaient participé le Secrétaire général adjoint du Département et, par visioconférence, le Directeur général de l'Office des Nations Unies à Nairobi et des représentants des Directeurs généraux des Offices de Genève et de Vienne, les participants étaient convenus que les hauts fonctionnaires du Secrétariat responsables de la gestion des conférences devraient tenir des consultations directes sur la question en vue d'harmoniser les circulaires pertinentes du Secrétaire général.

25. La visioconférence des hauts fonctionnaires responsables de la gestion des conférences a été l'occasion de procéder à un examen direct et ciblé des questions de politique générale en matière de gestion mondiale des services de conférence. Les participants sont convenus que les responsabilités et attributions du Secrétaire

général adjoint et des Directeurs généraux des Offices de Genève, Vienne et Nairobi concernant la gestion et le fonctionnement des services de conférence étaient clairement stipulées dans les circulaires du Secrétaire général pertinentes, étaient pleinement conformes aux dispositions de la résolution 57/283 B (sect. II.B, par. 7) de l'Assemblée générale sur le plan des conférences et devaient être exercées en tenant pleinement compte des spécificités des divers centres de conférence et de leur fonctionnement dans le domaine des services de conférence (sect. II.B, par. 8).

26. Bien que, dans la pratique, le Secrétaire général adjoint chargé du Département de l'Assemblée générale et des services de conférence assure pour l'essentiel la mise en œuvre de la politique de gestion des conférences (résolution 57/283 B, sect. II.B, par. 7), sa responsabilité en la matière n'est pas spécifiée dans les circulaires du Secrétaire général qui décrivent les responsabilités et attributions de chacun dans ce domaine. Les propositions faites lors de la visioconférence par le Directeur général de l'Office des Nations Unies à Genève, au nom des Offices de Genève, Vienne et Nairobi, et par le Secrétaire général adjoint, avaient pour objet de trouver concrètement un accord sur la question, en renforçant le partage des responsabilités entre les centres de conférence et en améliorant la filière suivie pour rendre compte au Siège de l'application des dispositions des résolutions pertinentes et des politiques ayant trait à la gestion des conférences.

27. Pour faire en sorte que les quatre centres de conférence et le Secrétariat dans son ensemble fonctionnent en pleine harmonie, il faudrait modifier les circulaires du Secrétaire général pertinentes, s'agissant notamment de la place des services de gestion des conférences dans l'organigramme des différents centres. En outre, la publication de circulaires du Secrétaire général définissant l'organisation des services coïncidera avec l'organisation de plusieurs autres départements et bureaux qui, comme les services de gestion des conférences, fournissent des services et ont des responsabilités et des relations hiérarchiques transversales, tels que les services de sûreté et de sécurité ou les services informatiques.

28. En 2011, le Département a continué d'appliquer la règle de proximité aux réunions tenues en dehors des quatre centres de conférence. Pour chaque réunion, les besoins de services de conférence sont communiqués aux responsables de la gestion des conférences des quatre centres et, s'il y a lieu, des commissions régionales. Toutefois, la règle de proximité ne s'applique pas de façon automatique, et la comparaison du coût des voyages par avion n'est que l'un des critères retenus pour la sélection du personnel assurant le service des réunions. Si toutes les options et estimations de coûts sont examinées avec attention, l'assurance qualité reste le principal critère, les coûts de remplacement étant dûment pris en compte ainsi que la capacité de fournir des services à la fois à la conférence considérée et aux réunions inscrites sur le calendrier du centre. Au cours de l'exercice biennal 2010-2011, les économies réalisées grâce à l'application de la règle de proximité sont estimées à 1,1 million de dollars (contre 0,65 million en 2010 et 0,45 million en 2011).

B. Mesure des résultats

29. L'enquête en ligne mondiale sur la satisfaction des États Membres, qui a été lancée en 2009, a été uniformisée et synchronisée dans les quatre centres de conférence, des indicateurs communs ayant été établis. Le Département a mis au point un questionnaire en ligne et en a informé les États Membres et observateurs,

dans tous les centres de conférence, par voie de message électronique du Secrétaire général adjoint renvoyant à l'enquête par le biais d'un lien hypertexte, par des annonces et des liens publiés dans le *Journal des Nations Unies* et sur tous les sites Web pertinents, ainsi que par des campagnes d'information menées dans chaque centre de conférence. Outre l'appréciation de la qualité des prestations, l'enquête vise également à recueillir l'avis des délégations sur toute mesure de nature à les améliorer. Les observations et critiques formulées par écrit sont rassemblées et distribuées à tous les services intéressés, et des enseignements en sont tirés pour améliorer encore le contenu des futures enquêtes. Deux enquêtes ont été réalisées en 2011, l'une en mai, l'autre en novembre, le délai de réponse ménagé aux délégations ayant été de quatre semaines dans le premier cas et de cinq semaines dans le second (voir renseignements complémentaires, sect. VI).

C. Évaluation par les États Membres de la qualité des services de conférence

30. Le taux de réponse à l'enquête en ligne reste excessivement faible pour tous les groupes régionaux et autres grands groupes d'États Membres. Seules 74 réponses ont été reçues pour l'ensemble des centres de conférence à l'occasion de l'enquête de mai 2011. Sur ce total, 41 % des participants ont jugé les prestations fournies par le Département « excellentes », tandis que 6 % les ont trouvées « mauvaises ». À l'occasion de l'enquête de novembre 2011, 46 réponses ont été reçues de tous les centres de conférence, 39 % ayant jugé les prestations « excellentes », tandis que 4 % les ont trouvées « mauvaises ». Les mauvaises appréciations tenaient principalement aux difficultés rencontrées par tel ou tel participant pour trouver l'information voulue dans le calendrier des conférences, au fait que certains documents n'étaient pas disponibles dans toutes les langues simultanément et aux prestations fournies par le personnel du service des séances.

31. En 2011, le Département a organisé, à l'intention des États Membres, deux séries de réunions d'information sur la qualité des services linguistiques fournis à New York, l'une en avril et l'autre septembre. La Division de la gestion des conférences à Genève en a organisé une en mai, le Service de la gestion des conférences à Vienne en a tenu deux, une en avril et une en décembre, et la Division des services de conférence à Nairobi en a tenu trois, une en février et deux en octobre. Outre l'enquête périodique sur les services de conférence, le Département tient à jour une base de données dans laquelle il verse les observations ponctuelles formulées à propos de la qualité de ses services.

32. La première série de réunions d'information pour 2012 à New York s'est tenue en avril, la deuxième série devant se tenir durant la soixante-septième session de l'Assemblée générale. Peu de délégations ont participé aux réunions tenues à New York. La participation aux réunions organisées à l'Office des Nations Unies à Genève (15 en mai 2011 et 7 en mai 2012) a également été très faible. Compte tenu de la faiblesse persistante du taux de participation à ces réunions, le temps est peut-être venu de réexaminer leur calendrier et leur périodicité. Il semblerait que des échanges réguliers et un dialogue suivi avec les États Membres seraient un moyen plus judicieux et plus efficace de tenir compte en temps voulu des préoccupations des États Membres concernant les questions linguistiques et autres. **L'Assemblée générale voudra peut-être ramener de deux à un le nombre de réunions d'information prescrites par an, tout en invitant les États Membres à engager**

avec le Secrétariat un dialogue suivi sur les services linguistiques, y compris les questions de terminologie et d'usage, et sur les autres questions les intéressant.

33. La documentation – et, plus particulièrement, la réorganisation de la documentation – demeure un important sujet de préoccupation pour le Groupe de travail spécial sur la revitalisation des travaux de l'Assemblée générale. Conformément au paragraphe 17 de sa résolution 63/315, celle-ci a entendu un exposé sur les questions de documentation en avril 2012, qui a porté principalement sur trois points relatifs aux résultats concrets obtenus par le Groupe de travail dans ce domaine conformément à des résolutions antérieures de l'Assemblée, notamment la question de l'accès aux documents de l'ONU. Les États Membres ont également été informés que, depuis mai 2011, les communications leur sont adressées par voie électronique et qu'ils doivent en accuser réception. Lorsqu'il ne reçoit pas d'accusé de réception, le Secrétariat téléphone à la mission concernée pour s'assurer que le document a bien été reçu.

III. Questions liées à la documentation et à la publication des documents

A. Gestion de la documentation

34. Pendant la période considérée, la gestion préventive de la documentation a fait de nouveaux progrès. En 2011, la proportion de documents soumis dans les délais prévus par le système de créneaux a atteint 88 % à New York (soit 896 des 1 020 documents prévus), 74 % à Genève (1 398 des 1 892 documents prévus), 43 % à Vienne (49 des 114 documents prévus) et 0 % à Nairobi (0 des 49 documents prévus). S'agissant de l'objectif fixé pour les départements auteurs, à savoir la présentation dans les délais de 90 % des documents, le pourcentage s'est élevé à 76 % à New York en 2011, soit 37 des 49 départements auteurs, et à 45 % à Genève, soit 5 des 11 départements auteurs; il a été de 0 % à Vienne (0 sur 3) et à Nairobi (0 sur 2). Les discussions se poursuivent entre les centres de conférence afin d'arrêter des mesures plus efficaces permettant d'atteindre l'objectif de 90 %.

35. Comme demandé par les États Membres, le Département continue d'accorder un rang de priorité élevé aux documents de la Cinquième Commission. En 2012, celle-ci était saisie de 10 documents d'avant session à la première reprise de la session de l'Assemblée générale, dont deux qui n'avaient pas été prévus dans le système de créneaux. Quatre documents ont été publiés moins de deux semaines avant la séance à laquelle ils devaient être examinés, dont deux qui dépassaient la longueur maximale. Deux documents ont été publiés en moins de 12 jours, soit bien moins que les quatre semaines standard.

36. La Commission était saisie de 55 documents à la deuxième reprise de la session, dont 32 (58 %) ont été publiés six semaines au moins avant la séance à laquelle ils devaient être examinés. Huit documents ont été publiés moins de deux semaines avant la séance à laquelle ils devaient être examinés, dont quatre qui dépassaient la longueur maximale et dont le traitement a exigé plus de temps. Un document a dû être entièrement remanié après sa soumission en raison d'un changement apporté au mandat par le Conseil de sécurité. Le temps de traitement moyen des autres documents a été inférieur à deux semaines. Cinq documents n'avaient pas été prévus dans le système de créneaux et ont été traités à titre prioritaire.

37. New York a continué de traiter sans retard 100 % des documents soumis dans les délais et ne dépassant pas le nombre de mots prescrits et, dans de nombreux cas, il a pu les traiter en moins de quatre semaines, atténuant ainsi partiellement l'effet des soumissions tardives. De ce fait, 73 % de tous les documents d'avant session publiés à New York ont pu être distribués dans les délais prescrits. Genève a indiqué avoir traité dans les délais 26 % des rapports du Secrétariat et 11 % des autres rapports, tandis que Vienne faisait état de taux correspondant à 37 % et 50 % respectivement pour les rapports du Secrétariat et les autres rapports. À Genève, la pénurie de moyens et de traducteurs qualifiés possédant certaines combinaisons de langues explique en grande partie la modestie des résultats obtenus. Par ailleurs, du fait de la nature des organes dont le service est assuré à Genève, de nombreux documents n'avaient pas été prévus ou avaient été soumis en retard et avaient souvent reçu la priorité par rapport à des documents soumis dans les délais.

38. Les décisions relatives aux demandes de dérogation sont un élément essentiel de la gestion préventive de la documentation. Dans le cas des documents qui émanent du Secrétariat et qui dépassent la longueur maximale, le Département consulte les départements auteurs afin de parvenir à un accord qui ne nuise ni à la qualité ni au contenu des rapports. New York a octroyé 26 dérogations en 2011 contre 41 en 2010, Genève 23 contre 35 en 2010 et Vienne 5 contre 8 en 2010.

39. Un système de gestion des documents commun à New York et à Genève (gDoc) permettra de programmer et de traiter les documents de façon globale. Dans le cadre de ce projet, il est procédé à une analyse approfondie des processus métier et des besoins, l'idée étant de les harmoniser sans pour autant écarter les particularités locales. Il est prévu de procéder à des essais poussés, à des activités de formation et à des aménagements en 2013 avant de passer à la suite du projet.

40. Pendant l'exercice biennal 2010-2011, 1 % du volume de travail pris en charge par New York provenait d'autres centres de conférence, cette proportion était de 0,6 % dans le cas de Genève, de 0,8 % dans le cas de Vienne et de 0,42 % dans celui de Nairobi. Comme indiqué dans le rapport du Secrétaire général sur le plan des conférences de 2011, l'entraide n'intéresse qu'une partie dérisoire du volume de travail global parce que les quatre centres de conférence affichent un déficit de personnel tout au long de l'année par rapport au volume de travail prévu et ne peuvent donc pas confier une partie de leur charge de travail à des centres mieux lotis. Le partage du volume de travail intervient de façon ponctuelle et vise à utiliser efficacement les ressources et à permettre la publication des documents dans les délais.

41. Le Secrétariat a publié dans ses six langues officielles un certain nombre de listes de personnes et d'entités soumises à des sanctions par le Conseil de sécurité, notamment celles concernant le Soudan, la Somalie, l'Érythrée et la République démocratique du Congo. Il devrait en faire prochainement de même avec les listes récapitulatives des comités du Conseil de sécurité concernant la Côte d'Ivoire, le Libéria et la Libye et avec celles du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1718 (2006), du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1737 (2006) et du nouveau Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 2048 (2012) concernant la Guinée-Bissau.

42. En outre, les comités compétents ont décidé de publier sur leurs pages Web, dans les six langues officielles, les résumés des motifs ayant présidé à l'inscription de personnes ou d'entités sur la liste concernant Al-Qaida et sur celle du Comité du

Conseil de sécurité créé par la résolution 1988 (2011). Au total, 324 résumés ont été affichés par le Comité des sanctions contre Al-Qaida et 131 par le Comité 1988, soit plus de 2 700 pages traduites dans les six langues officielles. Le nombre de personnes et d'entités inscrites sur ces deux listes n'a cessé de diminuer depuis la dernière session de fond du Comité des conférences. Les listes restent actives et des noms sont sans cesse ajoutés ou retirés.

B. Numérisation des vieux documents de l'Organisation

43. La Bibliothèque Dag Hammarskjöld et la Bibliothèque de l'Office des Nations Unies à Genève poursuivent leur programme consistant à numériser, traiter et télécharger sur le site Web de l'ONU tous les documents importants de l'Organisation, à savoir les documents des organes délibérants depuis 1946.

44. La Bibliothèque Dag Hammarskjöld a achevé la numérisation des documents officiels de l'Assemblée générale de la première à la quarante-septième session en anglais, français et espagnol, permettant ainsi de consulter en ligne l'intégralité de la série. La Bibliothèque de l'Office des Nations Unies à Genève achève la numérisation des documents de cette même série en arabe, chinois et russe. La Bibliothèque Dag Hammarskjöld a commencé à numériser les comptes rendus des séances plénières de l'Assemblée générale en anglais, français et espagnol, tandis que la Bibliothèque de Genève numérise les documents de la Conférence du désarmement, de la Convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication et du stockage des armes bactériologiques (biologiques) ou à toxines et sur leur destruction, du Conseil économique et social et de la Commission des droits de l'homme dans toutes les langues officielles. Les documents numérisés des organes délibérants, y compris les documents du Conseil de sécurité de 1946 à 1993, sont disponibles en ligne dans les six langues officielles sur le Système de diffusion électronique des documents de l'ONU (Sédoc).

45. La numérisation des documents des organes délibérants demande beaucoup de travail, d'autant que le nombre de ceux publiés avant la mise en service du Sédoc est très élevé. En mai 2012, la Bibliothèque Dag Hammarskjöld avait copié sur le Sédoc 233 933 vieux documents représentant quelque 2 313 710 pages et la Bibliothèque de Genève y avait placé quelque 82 515 documents, soit 1 158 546 pages. Il reste encore quelque 3 743 000 documents en attente de numérisation, soit plus de 59,6 millions de pages. On estime que la numérisation de tous les documents importants publiés avant la mise en service du Sédoc pourrait prendre cinq ans si l'on recourt à du matériel de pointe et à l'externalisation afin de pallier la pénurie de personnel. Toutefois, le recours à des services externalisés ne pourrait se faire que dans le cadre d'un projet de grande ampleur et il faudrait mobiliser des fonds à cet effet.

C. Services d'impression et de distribution

46. Les tendances qui se sont dessinées pendant les deux derniers exercices biennaux devraient persister et orienter l'organisation et les activités des services d'impression et de distribution du Siège. L'impression et la distribution des documents destinés aux organes délibérants devraient continuer à diminuer et se stabiliser à un niveau qui répond aux besoins des États Membres. Cette tendance s'explique par le fait que les États Membres ont pris conscience que l'écoviability

était un impératif, qu'il était plus économique pour le Département de fournir les documents sous forme électronique plutôt que de les imprimer, et que les essais menés pour assurer le service des conférences en privilégiant de nouveaux services économes en papier avaient été fructueux.

47. La proportion de documents destinés aux organes délibérants reproduits selon des procédés numériques par opposition au procédé offset a augmenté. Près des deux tiers des documents ont été imprimés de la sorte en 2011. Le fait pour les départements auteurs de ne pas dépasser le nombre maximal de mots fixé pour les rapports et de respecter les délais de soumission et la stabilité du calendrier des réunions ne manqueront pas de faciliter l'augmentation de la proportion de documents imprimés selon des procédés numériques, accroissant ainsi le retour sur investissement et diminuant les coûts unitaires de production.

48. À l'Office des Nations Unies à Genève, la totalité des documents destinés aux organes délibérants est imprimée selon des procédés numériques. Suivant les directives données par le Secrétaire général concernant l'écoviabilité, le Service des publications de Genève a mis en place une filière de production entièrement dématérialisée. Par ailleurs, en novembre 2010, il a reçu la certification ISO 14001 à l'issue d'un audit indépendant de ses activités d'impression et de distribution. La production et la distribution entièrement numérisées de documents, ainsi que l'impression selon des procédés numériques, sont aussi la règle à Vienne. L'Office des Nations Unies à Vienne et l'Agence internationale de l'énergie atomique ont reçu la certification ISO 14001 en 2011.

49. Soucieux de donner suite aux directives du Secrétaire général et de rendre ses activités plus respectueuses de l'environnement et, à terme, climatiquement neutres, le Département s'attache à assurer le service des séances selon des modalités intégrées, conformes à l'impératif de viabilité, économes en papier, respectueuses de l'environnement et économiquement efficaces. Aux paragraphes 23 et 24 de la section IV de sa résolution 66/233, l'Assemblée générale a pris note de la notion de réunions « économes en papier » et prié le Secrétaire général de la définir précisément, de lui rendre compte des enseignements tirés des réunions économes en papier qui auraient été organisées à titre expérimental et d'indiquer les ressources nécessaires à la prestation de services de ce type. Pour définir les services économes en papier, il faudra notamment en déterminer la nature, la portée et les modalités pour différents organes intergouvernementaux. C'est aussi une des initiatives des centres de conférence qui promet de faire changer les choses au Secrétariat.

50. Le thème de la vidéoconférence à la session de fond du Comité des conférences en 2012 portera sur les services d'écopublication et les enseignements tirés de leur utilisation expérimentale dans le cadre de conférences et de réunions, notamment la Conférence des Nations Unies sur le développement durable.

IV. Questions relatives à la traduction et à l'interprétation

51. Le Département estime que sa capacité d'attirer et de retenir des traducteurs et interprètes indépendants sera très certainement renforcée par l'entrée en vigueur le 1^{er} juillet 2012 du nouvel accord entre le Conseil des chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies pour la coordination (CCS) et l'Association

internationale des interprètes de conférence (AIIC), qui régit les conditions d'emploi des interprètes de conférence recrutés pour de courtes périodes, et par l'accord récemment conclu entre les organisations membres du CCS et l'Association internationale des traducteurs de conférence (AITC), qui régit les conditions d'emploi des traducteurs de conférence recrutés pour de courtes périodes, lequel devrait entrer en vigueur le 1^{er} janvier 2013. Les deux accords ont été négociés à l'initiative du Département, en réponse à une recommandation du Bureau des services de contrôle interne à laquelle avait souscrit l'Assemblée générale. Ils harmonisent les conditions d'emploi offertes aux traducteurs et interprètes indépendants avec celles du personnel permanent, atténuent la concurrence entre les organisations, simplifient l'administration des contrats et répondent aux préoccupations des États Membres concernant la pénurie de traducteurs et d'interprètes possédant certaines combinaisons de langues dans tel ou tel centre de conférence.

52. Le Département suit une triple démarche afin d'assurer des services de traduction et d'interprétation de grande qualité : a) le recrutement du personnel des services linguistiques ne se fait que par voie de concours organisés périodiquement et les critères appliqués sont très rigoureux; b) les membres du personnel nouvellement recrutés bénéficient d'une formation et d'un encadrement étroit et constant pendant toute leur période d'essai et au-delà, tandis que les fonctionnaires en poste depuis plus longtemps peuvent se prévaloir d'un programme de formation renforcé qui leur permet de perfectionner leurs connaissances spécialisées et techniques; c) un programme de coopération avec les universités aide les étudiants des établissements d'enseignement partenaires à acquérir le savoir-faire dont les services linguistiques ont besoin, l'idée étant d'élargir le vivier de recrues potentielles.

53. Les listes de lauréats aux concours de recrutement à des postes dans les services linguistiques étant presque épuisées, le Département demande à la Section des examens et des tests du Bureau de la gestion des ressources humaines d'organiser quelque 21 concours par an. Or les moyens dont dispose celle-ci ne lui permettent de donner suite qu'à huit ou neuf demandes par an. Toutefois, avec l'aide du Département, 15 des concours les plus pressants seront organisés en 2012.

54. Le Département s'est doté de longue date d'un mécanisme rigoureux qui lui permet de veiller à ce que les services de traduction se conforment aux normes élevées de qualité et aux délais attendus par les États Membres. Par principe, tous les documents destinés aux organes délibérants sont soumis à une série de contrôles cruciaux : ils sont traités par des fonctionnaires du contrôle de la rédaction qui veillent au respect des consignes de rédaction en vigueur à l'ONU, ils sont référencés afin de trouver les sources d'information pertinentes et ils sont revus une fois traduits par des réviseurs spécialistes des domaines concernés.

55. Le Département s'attache à accroître la part des travaux confiés à des vacataires, sachant que ceux-ci sont soumis à un mécanisme d'assurance de la qualité renforcé. À cet effet, il examine les catégories de documents dont la traduction est externalisée, il externalise les documents qui ne sont pas destinés aux organes délibérants et il fait passer ponctuellement des tests en vue d'élargir le vivier de vacataires qualifiés. Soucieux de continuer à réduire les coûts, il fait de plus en plus appel à des traducteurs et rédacteurs de comptes rendus analytiques de séance indépendants qui travaillent à domicile au lieu de les faire venir dans ses locaux.

56. Avec le reclassement de P-4 à P-5 de postes de réviseur à l'Office des Nations Unies à Nairobi, le contrôle de la qualité est désormais confié dans tous les centres de conférence à des fonctionnaires hors classe.

57. Chaque service de traduction a chargé un réviseur hors classe de coordonner le contrôle de la qualité et de faire part de ses observations aussi bien aux vacataires qu'aux cabinets de traduction travaillant pour le Département. De façon générale, les cabinets de traduction doivent apprendre beaucoup de choses en peu de temps, mais l'expérience a montré que des échanges constants avec eux les aident à améliorer leurs prestations, même si cela prend du temps et si les résultats ne sont pas immédiatement apparents.

58. Une méthode de contrôle de la qualité novatrice qui consiste à confier des travaux de traduction à des vacataires qui ne sont pas autoréviseurs et à faire réviser l'intégralité de leurs traductions a été mise à l'essai dans différents services et a donné de bons résultats. Elle permet d'élargir le vivier de vacataires et d'encadrer des traducteurs qui pourraient éventuellement être recrutés à l'issue d'un concours.

59. Le contrôle de la qualité peut être envisagé dans le cadre plus vaste de la gestion de la qualité. La portée et l'efficacité du contrôle de la qualité sont largement tributaires de la qualité des traductions établies par les vacataires, lesquels doivent avoir à cœur d'étoffer leurs connaissances et leur savoir-faire dans les domaines qui leur sont confiés. Il est essentiel d'établir une communication régulière et constante entre les vacataires et les services de traduction, notamment dans le cadre de séjours périodiques dans les locaux des services de traduction. Les questions relatives à la terminologie, à la mise en page, à la cohérence, à la révision, aux délais et à d'autres aspects du travail devant être examinées et réglées, la gestion de la qualité peut aisément absorber 50 % du temps de travail d'un réviseur hors classe, qui est aussi appelé à exercer d'autres fonctions telles que l'administration du fichier de vacataires, la gestion de la qualité en amont et la supervision d'étudiants effectuant un stage.

60. La formation continue est l'une des composantes de la planification de la relève dans le Département. Le personnel des services linguistiques peut suivre gratuitement les cours organisés par le Bureau de la gestion des ressources humaines et, sous réserve de la disponibilité des ressources, il peut également se prévaloir d'activités de formation à l'extérieur dans le cadre du programme de perfectionnement des connaissances spécialisées et techniques. En 2011-2012, le programme a principalement porté sur les lacunes recensées par les fonctionnaires eux-mêmes en consultation avec leur superviseur dans le cadre de l'entretien d'évaluation et de notation. Une attention particulière est également accordée aux combinaisons de langues pour lesquelles le Département a du mal à remplir les postes vacants et aux outils de traduction, domaine en évolution constante (voir les renseignements complémentaires, sect. VII, tableau 5).

61. Le Département a poursuivi et renforcé son partenariat avec les établissements universitaires dans le cadre du programme de coopération avec les universités. Le nombre d'universités ayant signé des mémorandums d'accord est passé de 19 à 21, avec l'ajout d'un établissement en Amérique latine [Université nationale de Cordoba (Argentine)] et d'un autre en Afrique [Université d'Ain Shams (Égypte)]. En mai 2012, l'Université de Mons (Belgique) a accueilli la deuxième conférence des universités ayant signé un mémorandum d'accord avec le Département. Celle-ci a été l'occasion pour les deux parties de continuer à affiner leurs stratégies communes

dans le domaine de la formation des professionnels des langues. La deuxième Conférence panafricaine sur la formation des traducteurs, des interprètes de conférence et des interprètes de la fonction publique s'est tenue à Addis-Abeba en mai 2012. Les participants ont examiné le projet de structure administrative et de budget du Consortium des universités africaines, qui sera chargé de mettre en œuvre le programme d'assistance aux universités en Afrique subsaharienne.

62. Le programme de stages d'apprentissage dans les services linguistiques a été élargi avec l'ajout d'une session. En 2011, 37 étudiants en ont bénéficié, dont 18 à New York, 8 à Genève, 3 à Vienne et 8 à Nairobi. Toujours en 2011, des fonctionnaires du Département ont effectué une quarantaine de visites dans des universités qui avaient signé un mémorandum d'accord, prenant sur leur temps personnel, principalement à la faveur de leur congé dans les foyers, afin de rencontrer les enseignants et d'encadrer les étudiants. Ils ont consacré 97 jours-personne à l'assistance pédagogique aux universités. Une évaluation préliminaire des ces activités a montré que depuis 2007 au moins 11 stagiaires et étudiants avaient été lauréats d'un concours de recrutement et environ 27 étaient inscrits sur le fichier de traducteurs indépendants après avoir réussi les tests correspondants.

63. Le projet pilote lancé par le Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique et son sous-comité juridique à l'Office des Nations Unies à Vienne en vue d'utiliser des enregistrements numériques des séances dans les six langues officielles a donné de bons résultats à la fois en tant que solution de remplacement des comptes rendus écrits et à titre de mesure d'économie. Les données montrent que le système est de plus en plus utilisé par le Secrétariat et par les délégations et les remontés d'information sont collectées en permanence. Le projet, qui se poursuivra jusqu'en 2015, fait intervenir un système d'enregistrement numérique à la pointe du progrès, des outils de gestion des séances et un dispositif d'archivage dans le cadre de la plate-forme gMeets. Pendant les séances, les interventions en langue originale et l'interprétation qui en est faite dans les cinq autres langues officielles sont enregistrées sous forme numérique et mises à la disposition des délégations au moyen d'une interface Web. Elles sont accompagnées de la liste des orateurs sous forme électronique. Le secrétariat peut également ajouter d'autres éléments afin d'enrichir les archives et de faciliter la recherche dans les enregistrements.

64. À sa session terminée le 6 juillet 2012, la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international a également approuvé la mise à l'essai d'enregistrements numériques pour la période 2012-2014, tout en continuant à établir des comptes rendus analytiques. Parallèlement, dans le cadre de la Réunion annuelle internationale concernant les services linguistiques, la documentation et les publications, le Département examine les pratiques adoptées par d'autres organisations intergouvernementales afin de définir les orientations futures.